

## FICHE AMENDEMENT

### Proposition d'amendement à l'Article I-43

Déposée par Messieurs : Ernâni Lopes, António Nazaré Pereira et Manuel Lobo Antunes

Qualité : - Membre et suppléants -

---

#### **Article I-43 : Les coopérations renforcées**

**1. Les États membres qui se proposent d'instaurer entre eux une coopération renforcée peuvent recourir aux institutions, procédures et mécanismes prévus par le présent Traité Constitutionnel, à condition que la coopération envisagée :**

- a) tende à favoriser la réalisation des objectifs de l'Union, à préserver et servir ses intérêts et à renforcer son processus d'intégration ;**
- b) respecte le Traité Constitutionnel ainsi que le cadre institutionnel unique de l'Union ;**
- c) respecte l'acquis communautaire et les mesures prises au titre des autres disposition du Traité Constitutionnel ;**
- d) reste dans les limites des compétences de la Constitution et ne portent pas sur les domaines relevant de la compétence exclusive de l'Union ;**
- e) ne porte pas atteinte au marché intérieur ni à la cohésion économique et sociale ;**
- f) ne constitue pas ni une entrave ni une discrimination aux échanges entre les États membres et ne provoque pas de distorsions de concurrence entre ceux-ci ;**
- g) réunisse au minimum un tiers des États membres ;**
- h) respecte les compétences , droits et obligations des États membres qui n'y participent pas ;**
- i) soit ouverte à tous les États membres, conformément à l'article III - 321.**

2. L'autorisation de procéder à une coopération renforcée est accordée par le Conseil en dernier ressort, lorsqu'il a été établi en son sein que les objectifs poursuivis par celle-ci ne peuvent être atteints dans un délai raisonnable par l'Union dans son ensemble, ~~et à condition qu'elle réunisse au minimum un tiers des États membres.~~ Le Conseil statue conformément à la procédure prévue à l'article [...] de la Partie III de la Constitution.

3. Seuls les représentants des États membres participant à une coopération renforcée prennent part à l'adoption des actes au sein du Conseil. Toutefois, tous les États membres peuvent participer aux délibérations du Conseil.

L'unanimité est constituée par les voix des seuls États participants. ~~La majorité qualifiée se définit comme la majorité des voix des États membres participants, représentant au moins les trois cinquièmes de la population de ces États.~~

4. Les actes adoptés dans le cadre d'une coopération renforcée ne lient que les États membres y participant. Ils ne sont pas considérés comme un acquis qui doit être accepté par les candidats à l'adhésion à l'Union.

---

**Explication:** Il nous semble que l'article 43 TUE se révèle, du point de vue systématique, mieux élaboré et de plus facile compréhension. Le maintien de l'actuelle rédaction impliquera des ajustements, notamment la suppression des articles III-319 et III-320. Même dans le cas de retenir la proposition du Praesidium, le contenu des articles III-319 (Conditions générales) et III-320 (Relations avec les non participants) devrait être inclus dans la présente disposition, semblablement à l'article 43 TUE. Il s'agit de règles de nature générale qui doivent, ainsi, être placées à la Partie I du Traité.

Notre accord à la référence à la majorité qualifiée dans le numéro 3 est sujet à la solution qui sera trouvée pour l'article 17B Partie I.